

Publiée le 04/04/2013

ARMÉE RÉFORME DU LIVRE BLANC Les personnels civils craignent une saignée

Les représentants de la CDFT de la base de défense de Phalsbourg alertent élus et population des risques qui planent sur les régiments de l'Est dans le cadre du nouveau Livre blanc. Pour agir avant qu'il ne soit trop tard.



Les représentants de la CFDT Défense ont rencontré le député Marty de Sarrebourg et poursuivent leurs consultations. Aujourd'hui, ils rencontreront le préfet et ont pris attache avec le cabinet du député Lett à Sarregue-mines. Photo RL

En attendant le retour des soldats français du Mali pour avoir connaissance du Livre blanc de l'armée, les civils de la base de défense de Phalsbourg, qui regroupe le 1er régiment des hélicoptères de combat, le 1er régiment d'infanterie de Sarrebourg et le 16e bataillon de chasseurs de Bitche, les centres de formation initiale militaire de Dieuze et de Bitche, s'inquiètent pour leur avenir. En tout, 4 000 militaires et 265 personnels civils, dont une soixantaine sur Bitche.

C'est en tout cas le message que souhaitent faire passer Joël Wagler, secrétaire général adjoint de la CFDT Défense et Frédéric Thomesse, délégué CDFT du groupement de soutien de la base de défense de Phalsbourg.

Depuis quelques semaines, ils alertent les élus du secteur pour leur demander de se mobiliser avant la promulgation de la loi de programmation militaire qui découlera du Livre blanc, fin septembre.

« Le Livre blanc devrait être bouclé fin mars. Le Président a dit qu'il ne touchera pas le budget de la Défense en 2014. Mais il manque déjà 40 M€ pour boucler le budget des bases de défense en 2013... On s'interroge sur la loi de programmation militaire, d'autant que les infos de Paris ne sont pas bonnes », indique Frédéric Thomesse. « La dernière fois, en 2008, alors que Bitche perdait le 57e régiment d'artillerie, les démarches des élus et le pouvoir favorable ont permis de sauver un régiment. Ce choix a été politique. Aujourd'hui, on a changé de majorité et tout risque d'être différent. Il s'agit d'agir avant que la décision soit prise », complète Joël Wagler.

Les syndicalistes souhaitent aussi et surtout alerter les élus sur le statut des personnels civils de l'armée. « Nous demandons la garantie de la place et des revenus. Le militaire signe un contrat avec une clause de mobilité, pas nous », souligne Joël Wagler.

Ils imaginent la saignée économique sur l'ensemble du territoire si leur base de défense venait à pâtir de la réforme : les communes, les commerces, les écoles. « Nous ne sommes pas contre les réformes, mais elles se préparent longtemps à l'avance, avec des départs naturels, la retraite. Certains personnels se remettent à peine du Livre blanc de 2008... », conclut Frédéric Thomesse.

A. F.-S.